



# Commission de services régionaux

Péninsule acadienne

## Réunion ordinaire du conseil d'administration

17 février 2022

19 h

Centre communautaire de Bertrand

### PROCÈS-VERBAL

#### Membres présents :

---

Benoit Savoie,	DSL
Jean-Claude Doiron,	DSL
Jacques Boucher,	DSL
Alyre Ross,	DSL
Maurice Godin,	DLS
Jules Haché,	Lamèque
Yvon Godin,	Bertrand
Georges R. Savoie,	Neguac
Luc Robichaud,	Paquetville
Denis Losier,	Tracadie
Roger Chiasson,	Bas-Caraquet
Bernard Savoie,	Ste-Marie-St-Raphaël
Anthony Poirier,	Maisonnette
Thérèse Haché,	Grande-Anse
Paul-Aimé Mallet,	Le Goulet
Louis Lebouthiller,	Saint-Isidore
Kassim Doumbia,	Shippagan
Bernard Thériault,	Caraquet

#### Membres absents :

---

Joseph Lanteigne,	Saint-Léolin
-------------------	--------------

**1. Ouverture de la séance**

M. Jacques Boucher préside l'assemblée et souhaite la bienvenue aux membres et au public présent. Mme Mélanie Thibodeau agit à titre de secrétaire d'assemblée.

**2. Vérification du quorum**

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée à 19 h.

**3. Déclaration de conflits d'intérêts**

Aucune déclaration enregistrée.

**4. Adoption de l'ordre du jour**

Le président fait la lecture de l'ordre du jour et demande d'ajouter un point à résolutions. Soit celui des États financiers non vérifiés au 31 décembre 2021.

**22-CSR4-769** *Il est proposé par M. Maurice Godin et appuyé de M. Roger Chiasson, que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté incluant l'ajout du point mentionné par le président.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**5. Adoption du procès-verbal de la réunion ordinaire du 16 décembre 2021.**

**22-CSR4-770** *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Jean-Claude Doiron, que le procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 16 décembre 2021 soit adopté tel que présenté.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**6. Affaires découlant du procès-verbal de la réunion tenue le 16 décembre 2021.**

La directrice générale fait le suivi en lien avec les résolutions suivantes :

**21-CSR4-762** *Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Jules Haché, que la lettre du ministre de la Justice et la Sécurité publique, l'honorable Hugh Flemming soit partagée aux médias, accompagnée d'une mise en contexte.*

Le partage aux médias a été effectué comme prévu. Des articles ont été rédigés à cet égard.

**21-CSR4-764** *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Yvon Godin, qu'une offre soit soumise à Uni Corporation financière jusqu'à concurrence de 80 000 \$ afin de récupérer la ligne de tri et de la libérer de toutes ses dettes.*

Attends toujours le retour d'UNI à cet égard.

21-CSR4-766 *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Denis Losier qu'une lettre soit envoyée à l'honorable Hugh Flemming, Ministre de la Justice et de la Sécurité publique, afin de l'informer de l'importance d'assurer un accompagnement aux communautés dans leur effort à l'égard des mesures d'urgence et d'assurer de combler rapidement le poste vacant de coordonnateur régional des mesures d'urgence pour la Péninsule acadienne.*

Une lettre a été envoyée comme prévu (voir en pièce jointe). Aucune réponse n'a été reçue encore.

21-CSR4-767 *Il est proposé par M. Denis Losier et appuyé de M. Alyre Ross, que la CSRPA adopte la dernière directive en matière de vaccination (Note de service 8) afin d'obliger les employés à fournir une preuve de vaccination complète (2 doses) contre la COVID-19 au plus tard le 22 janvier 2022.*

Deux employés sont suspendus sans salaire depuis. Ils seront en mesure de reprendre dès qu'ils seront en mesure de fournir une preuve de vaccination complète.

## **7. Rapport du président et de la directrice générale**

La directrice générale fait la lecture de son rapport pour les activités qui se sont déroulées durant la période du mois de janvier pour les différents services. Le rapport intégral se retrouve en pièce jointe.

22-CSR4-771 *Il est proposé par M. Jules Haché et appuyé de Mme Thérèse Haché, que le rapport de la directrice générale soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## **8. Rapport des comités :**

### **a) Comité exécutif et sécurité publique: rapport du 3 février 2022**

22-CSR4-772 *Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Maurice Godin, que le rapport de la réunion du comité exécutif et de la sécurité publique du 3 février 2022 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Présentation de l'étude d'optimisation des services d'incendie

22-CSR4-773 *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Bernard Thériault, que le Rapport d'optimisation des services d'incendie soit déposé au conseil d'administration de la CSRPA.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**b) Comité déchets solides : rapport du 10 février 2022**

**22-CSR4-774** *Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Benoit Savoie, que le rapport de la réunion du comité des déchets solides du 10 février 2022 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**22-CSR4-775** *Demande de BVA Transport pour un ajustement du taux par voyage à Red Pine  
Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Jean-Claude Doiron, d'adopter la recommandation suivante provenant du comité de la sécurité publique:*

Que la CSRPA offre à BVA Transport un taux par voyage de 226\$ basé sur le coût de l'essence à 1.30\$ le litre. Ce coût sera ajusté de 1% à toute variation à la hausse ou à la baisse de .03\$ le litre de diesel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Un membre demande si un appel d'offres a été fait concernant ce service en particulier. Le président du comité, M. Yvon Godin, mentionne que le comité a jugé que le taux proposé par BVA Transport est très raisonnable et que si la CSRPA explore le marché, il risquerait d'y avoir une importante augmentation des coûts.

**c) Comité de transition : rapport du 15 février 2022**

La directrice générale fait la lecture intégrale du rapport de la première réunion du comité de transition.

Un membre demande des précisions en ce qui a trait à la situation précaire du CAIENA. Avec l'immigration prochaine de plusieurs familles dans la péninsule acadienne, il sera important d'être bien préparé à les accueillir. Présentement, l'organisme ne reçoit pas le financement nécessaire aux besoins grandissants des services à offrir. Les membres reconnaissent l'importance du CAIENA pour nos régions et par conséquent, souhaiteraient qu'une présentation ait lieu lors de la prochaine réunion ordinaire de la CSRPA. M. Doumbia s'assurera que la direction de l'organisme entre en contact avec la CSRPA dans le but de coordonner cette présentation.

Les membres échangent par la suite au sujet de la transition de la CSRPA, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Bien que la première rencontre du comité de transition se soit bien déroulée, plusieurs membres disent avoir entendu des propos plus négatifs envers le processus de transition des autres CSR dans la province. La directrice générale mentionne qu'il est encore tôt pour se prononcer et que les chefs de transitions n'ont pas les réponses à toutes les questions en ce qui a trait aux transferts de services vers la structure existante, mais que pour la CSRPA, rien de majeur n'est à signaler pour l'instant.

À première vue, l'inquiétude de plusieurs membres autour de la table tourne autour des budgets et des ressources disponibles reliés aux services qui seront ajoutés et/ou

transférés à la structure existante de la CSRPA. Une prochaine rencontre du comité de transition est prévue le 15 mars prochain. Plus de détails seront fournis suite à celle-ci.

Les membres soulignent également l'importance d'une rencontre avec les députés qui représentent nos régions. Un premier contact pourrait être fait afin de leur soumettre les dossiers sur lesquels les membres travaillent présentement pour qu'ils puissent être en mesure de préparer la bonne information à transmettre aux membres autour de la table.

**22-CSR4-776** *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Jean-Claude Doiron, que le rapport de la réunion du comité de transition du 15 février 2022 soit déposé.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## 9. Présentations

### a) M. Julien Haché, coordonnateur marketing du service du tourisme

M. Haché présente aux membres les résultats de la stratégie marketing 2021 du service du tourisme. La Péninsule acadienne s'en est bien sortie malgré une deuxième année de pandémie. Le service poursuit ses efforts afin d'augmenter l'achalandage pour la saison 2022.

## 10. Appels d'offres

S/O

## 11. Résolutions

### 1) Pouvoir de nomination des inspecteurs (service d'urbanisme)

Jusqu'à tout récemment, les inspecteurs en bâtiments tiraient leurs pouvoirs de la Loi sur l'urbanisme. Chaque municipalité devait les nommer dans une résolution. Depuis l'adoption de la Loi sur l'administration du code du bâtiment, ce pouvoir de nomination y a été transféré. Les inspecteurs de la Commission de services régionaux Péninsule acadienne doivent donc être nommés en vertu de cette nouvelle loi pour pouvoir disposer des pouvoirs de celle-ci et, notamment, le pouvoir de constater des infractions et d'appliquer les arrêtés municipaux sur la construction. Un avis légal nous a confirmé le processus et nous a recommandé de déléguer ce pouvoir à l'administration afin d'être en mesure d'accompagner efficacement à tout changement futur de personnel.

**22-CSR4-777** *Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Bernard Thériault, d'adopter la résolution suivante :*

LA PRÉSENTE ATTESTE que le conseil de la **COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX PÉNINSULE ACADIENNE** A DÉCIDÉ de déléguer son pouvoir de nomination des inspecteurs en bâtiments en vertu de l'article 12(2) de la *Loi sur l'administration du code du bâtiment* et des articles 16(1) et 16(2) de la *Loi sur la prestation des services régionaux* à la directrice générale et au directeur de la planification.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

## **2) États financiers non vérifiés au 31 décembre 2021**

Les états financiers 2021 non vérifiés présentent un déficit sommaire non enregistré de l'ordre de (16 236\$). Plus précisément par service, les services collaboratifs terminent l'année 2021 avec un déficit non vérifié de (1 512 \$), le service d'urbanisme avec un déficit non vérifié de (4 556 \$) et finalement le service de gestion des déchets solides, un déficit non vérifié de l'ordre de (10 169\$).

### **Services collaboratifs :**

Un déficit non vérifié de (1 512 \$) a été enregistré dans les services collaboratifs. Le léger déficit est principalement causé par l'ajustement au niveau des taxes foncières du service d'aéroport qui a entraîné une dépense plus importante que prévu. Peu de surprises dans les autres postes budgétaires ont permis de maintenir un équilibre financier.

### **Service d'urbanisme :**

Un déficit non vérifié de (4 556 \$) a été enregistré dans le service d'urbanisme. Des congés de maladie ont engendré des dépenses supplémentaires en termes de ressources humaines afin d'assurer les services d'inspection. Ces dépenses ont majoritairement été compensées par une diminution des dépenses dans les postes budgétaires salaires et avantages sociaux. Encore une fois, pour ce qui est des autres postes budgétaires, peu de surprises ont permis de maintenir un bilan budgétaire équilibré.

### **Service de gestion des déchets solides :**

La situation de la COVID-19 continue à frapper le service, principalement du côté des déchets industriels, commerciaux et institutionnels (ICI). Une baisse du tonnage a engendré un manque à gagner de près de 65 347 \$. Cette baisse ne s'est pas reflétée nécessairement sur le tonnage total, laissant présager que les déchets résidentiels ont été plus élevés qu'à l'habitude. Par conséquent, les frais d'enfouissement dépassent les estimations budgétaires de près de 85 000 \$. De plus, l'augmentation des frais d'assurance ainsi que des frais bancaires ont entraîné des dépenses plus importantes équivalentes à 37 020\$. Le traitement des déchets dangereux a également connu des dépassements de coûts de l'ordre de 37 195 \$. Le service a été trois fois plus achalandé qu'à l'habitude, engendrant avec lui une augmentation des coûts pour ce service. Le centre de triage a pour sa part enregistré un bénéfice non vérifié de (17 383 \$). Le poste budgétaire réservé pour les contingences au montant de 150 000\$ a donc permis d'éponger les manques à gagner. Par conséquent, un déficit budgétaire non vérifié de (10 169 \$) a été enregistré dans le service de déchets solides.

Le service de collecte a terminé pour sa part avec un budget équilibré. Même avec des frais supplémentaires enregistrés en raison de l'importante augmentation des coûts de l'essence, il a été en mesure de maintenir le budget prévu.

**22-CSR4-778** *Il est proposé par M. Alyre Ross et appuyé de M. Roger Chiasson, que les états financiers non vérifiés en date du 31 décembre 2021 de la CSRPA démontrant des revenus de l'ordre de 6 579 807\$ et des dépenses de l'ordre de 6 615 651\$ soient adoptés tels que présentés.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

**12. Correspondance**

Liste des correspondances pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2021 au 31 janvier 2022.

**13. Levée de la réunion**

Il est proposé par M. Denis Losier que la réunion soit levée à 20h47.

---

Jacques Boucher, président

---

Mélanie Thibodeau, secrétaire

## Rapport de la directrice générale

FÉVRIER 2022

### **Résumé du travail effectué en lien avec les résolutions du Conseil d'administration**

#### **Suivi du procès-verbal de la réunion ordinaire du 16 décembre 2021:**

21-CSR4-762 Il est proposé par M. Yvon Godin et appuyé de M. Jules Haché, que la lettre du ministre de la Justice et la Sécurité publique, l'honorable Hugh Flemming soit partagée aux médias, accompagnée d'une mise en contexte.

Le partage aux médias a été effectué comme prévu. Des articles ont été rédigés à cet égard.

21-CSR4-764 Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Yvon Godin, qu'une offre soit soumise à Uni Corporation financière jusqu'à concurrence de 80 000 \$ afin de récupérer la ligne de tri et de la libérer de toutes ses dettes.

Attends toujours le retour d'UNI à cet égard.

21-CSR4-766 Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Denis Losier qu'une lettre soit envoyée à l'honorable Hugh Flemming, Ministre de la Justice et de la Sécurité publique, afin de l'informer de l'importance d'assurer un accompagnement aux communautés dans leur effort à l'égard des mesures d'urgence et d'assurer de combler rapidement le poste vacant de coordonnateur régional des mesures d'urgence pour la Péninsule acadienne.

Une lettre a été envoyée comme prévu (voir en pièce jointe). Aucune réponse n'a été reçue encore.

21-CSR4-767 Il est proposé par M. Denis Losier et appuyé de M. Alyre Ross, que la CSRPA adopte la dernière directive en matière de vaccination (Note de service 8) afin d'obliger les employés à fournir une preuve de vaccination complète (2 doses) contre la COVID-19 au plus tard le 22 janvier 2022.

Deux employés sont suspendus sans salaire depuis. Ils seront en mesure de reprendre dès qu'ils seront en mesure de fournir une preuve de vaccination complète.

### **AUTRES DOSSIERS D'INTÉRÊT POUR LA CSRPA**

#### **Gouvernance locale**

Les premières discussions ont été entamées avec le chef de transition. Une première rencontre avec les membres du comité exécutif, qui sera également le comité de transition, a eu lieu le 15 février. Le comité sera accompagné de la directrice des finances et moi-même. Un comité formé de directeurs généraux des municipalités viendra également appuyer le travail du comité de transition. Des informations du GNB relatives aux mandats restent encore à arriver.

### **Transport en commun**

La CSRPA a reçu un financement de 50 000 \$ de la SDR pour poursuivre ses efforts dans le dossier de transport en commun. Ces fonds permettront d'aller chercher un appui administratif dans la réalisation des prochaines étapes à entreprendre dans le dossier. Le programme de financement du gouvernement fédéral est maintenant disponible et ces fonds viendraient appuyer le financement provincial pour les achats des équipements nécessaires à la mise sur pied de ce service. Ce service fait partie des nouvelles responsabilités régionales présentées dans le livre blanc.

### **Optimisation des services d'incendie**

Les comités de la sécurité publique et le comité exécutif ont reçu le 3 février dernier la présentation de l'étude d'optimisation des services d'incendie de la part du consultant en sécurité incendie. Une rencontre consacrée uniquement sur ce dossier sera prévue la dernière semaine de février. Une convocation vous sera envoyée très bientôt.

### **SERVICE D'URBANISME**

Du 3 janvier au 4 février 2022 (5 semaines), voici l'occupation de votre service d'urbanisme :

#### **Permis :**

- Nous avons répondu à 275 demandes de services dans ces 25 jours de travail;
- Parmi ces 275 demandes, 59 étaient pour des permis dont 27 ont été émis;
- Une moyenne de 3 nouvelles demandes de permis entre chaque jour;
- Nous avons émis 27 permis depuis le début de l'année comparativement à 47 permis pour la même période en 2021;
- La valeur de l'investissement au sol est supérieure à celle de l'année dernière soit 2 407 815\$
- comparativement à 650 408\$;
- Depuis le début de l'année, 9 demandes de permis ont été refusées pour cause de projet non conforme à la réglementation applicable. Des solutions ont été proposées aux clients.

#### **Délais :**

- Actuellement, nous n'avons aucun délai pour émettre un permis suite à une demande de permis complète et conforme;
- 3 demandes de permis sont dans notre « file d'attente ».

#### **Inspection et Révision :**

- Au mois de janvier, nous avons effectué 10 inspections de constructions et réalisé 11 corrections de plans techniques (maison-commerce...)

#### **Informations :**

- Les demandes d'information sont répondues dans les 2 jours. Nous avons reçu 156 demandes dans cette période. En moyenne, 7 demandes sont déposées chaque jour.

#### **Lotissement :**

- Pendant cette période, nous avons approuvé 21 documents légaux et reçu 13 nouvelles demandes de lotissement. Actuellement, nous traitons 6 demandes de lotissement.

**Plaintes et Infractions :**

- Depuis le début de l'année, nous avons reçu 1 nouvelle plainte. Nous traitons actuellement 45 dossiers d'infraction.

**Réunions du CRP du mois de janvier (dérogations & rezonages) :**

- Nous avons traité 3 demandes de projets dérogatoires;
- 2 demandes de dérogation ont été étudiées à l'interne et 1 présentées au CRP;
- 1 avis de rezonage a été étudié.

**Autres points:**

- Le plan d'action annuel administratif a été développé, les priorités recherchées sont encore et toujours la simplicité et la rapidité pour les clients et les employés.
- Nous profitons de la saison moins occupée pour revoir nos procédures, les simplifier et automatiser nos systèmes pour gagner en rapidité.
- Nous formons notre nouvel inspecteur pour reprendre le contrôle à l'interne sur les corrections de plan et les inspections des constructions. Plus aucune demande n'est envoyée depuis janvier à nos partenaires externes pour assurer ce service.
- Nous mettons sur pieds la nouvelle plateforme de demande de permis en ligne « Cloud Permit ».
- Nous poursuivons notre travail sur les 400 demandes de permis qui n'ont pas été finalisées en 2021. Avec des inspections sur le terrain, nous serons en mesure de savoir si les projets ont été abandonnés ou réalisés en infraction.

**GESTION DES DÉCHETS SOLIDES**

**VOIR LE PROCÈS-VERBAL DE LA DERNIÈRE RENCONTRE**

**SERVICE DE TOURISME**

Une nouvelle année commence, mais pas comme on l'aurait souhaité! Les mesures sanitaires et les restrictions ont fait mal à certaines entreprises touristiques et par conséquent des événements ont dû être annulés.

Un changement du côté des ressources humaines, l'adjointe au développement touristique a quitté ses fonctions à la mi-janvier. Nous remercions grandement Carole Thomas pour tout son travail effectué avec le service et la CSRPA durant les trois dernières années. L'embauche d'une nouvelle personne est présentement en cours.

**Comité consultatif de l'industrie touristique du N.-B.**

La réunion de janvier a porté sur l'Invitation, sur la réforme de la gouvernance locale ainsi que les nouveaux rôles des CSR en ce qui a trait au tourisme. Deux présentations ont également eu lieu, soit la mise à jour de l'organisme de marketing de destination de Moncton-Dieppe et celle de la région du haut de la Baie de Fundy. Une prochaine rencontre est prévue à la mi-février.

**Planification annuelle et stratégie de relance touristique**

L'équipe a profité de la nouvelle année pour finaliser les différents rapports et procéder à la planification annuelle 2022. En plus de la stratégie de relance, l'équipe planche sur de nouveaux projets innovateurs et travaille à remettre le plan touristique régional, demandé par Tourisme Nouveau-Brunswick.

### **Planification stratégique**

L'équipe ainsi que la directrice générale ont participé à une rencontre de travail avec TouriScope qui développe actuellement une planification stratégique du service du tourisme. Au cours des étapes précédentes, un sondage a été envoyé aux opérateurs et partenaires touristique de la Péninsule acadienne et deux groupes focus ont eu lieu au courant du mois de janvier.

### **Autres actions réalisées par le service du tourisme :**

- Rencontre avec l'APECA pour le fond d'aide au tourisme.
- Rencontres avec la Véloroute, Expérience Acadie, Destination Sud-Est, RDÉE N.-B, Village Monde/Vaolo et Tourisme N.-B.
- Plusieurs réunions des conseils d'administration de la CSRPA, de l'AITNB et d'Expérience Acadie.
- Rencontres avec les partenaires de l'Odyssée du Nord du N.-B. pour les campagnes hivernales
- Présentation du directeur dans le cours Enjeux sociaux en zone cotière à l'Université de Moncton, une invitation du professeur Alain Deneault

### **Autres actions en cours et à venir :**

- Conseil d'administration AITNB – planification stratégique
- Rencontre de travail avec TouriScope et dépôt du rapport final et des recommandations
- Début de la mise en œuvre de la stratégie de relance touristique